



Panel

Titre de la session 2.1.1 : Des politiques urbaines et territoriales innovantes pour lutter contre les inégalités croissantes

Ligne thématique 2: Modèles économiques territoriaux pour lutter contre les inégalités face à la crise pandémique actuelle

Sous-axe 2.1: Réponses territoriales à l'inégalité croissante face à la crise actuelle.

*voir aussi la note d'information pour référence

Organisateurs: PNUD, Ville de Buenos Aires

Date: 27/05/2021

Heure: 8:00 - 9:30 (UTC-3) / 13:00 - 14:30 (UTC+2)

Plate-forme: Streaming

Capacité de la session: N/A

Inscription requise: Oui

Langues: français, anglais et espagnol

Bref résumé de la session :

Le niveau territorial - y compris les milieux ruraux et urbains - est le lieu où les effets des inégalités croissantes et diverses sont perçus, et où des solutions innovantes adaptées peuvent être promues pour les compenser.

Les systèmes et politiques intégrés de gouvernance locale et de développement économique local, qui tiennent compte des moteurs interconnectés et des implications des multiples facteurs de crise et qui activent les partenariats au sein des communautés et entre elles, peuvent ouvrir la voie à des processus de transformation vers des sociétés et des économies locales plus cohésives, résilientes et justes.

Cette session vise à discuter des différentes dimensions et implications territoriales de l'inégalité et des options politiques locales efficaces pour en contrer les effets.



1. Conceptualisation de la session

C'est au niveau territorial que les multiples dimensions des inégalités se matérialisent et ont un impact sur la qualité de vie des individus et des communautés, en termes d'options de mobilité socio-économique, d'accès aux revenus et à l'emploi, de services sociaux et d'environnement physique, institutionnel, culturel et relationnel.

Parallèlement, c'est au niveau local/territorial que des solutions adaptées peuvent être mieux mises en œuvre pour promouvoir la cohésion socio-économique et réduire les effets des inégalités, grâce à un certain nombre de facteurs "favorables" combinant la participation civique, l'action coordonnée et collaborative d'une diversité d'acteurs publics et privés, des mécanismes de planification et de mise en œuvre efficaces et responsables, des mesures politiques spécifiques, notamment en matière de politiques fiscales, d'emploi et de protection sociale, d'investissements et de services stratégiques, de recherche et d'innovation, d'éducation et de développement des compétences, d'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes, de migration et de droits des minorités.

L'interaction de ces mêmes facteurs, dans le cadre de systèmes globaux de gouvernance locale et de développement économique local, peut servir de base à des voies de développement économique alternatives, plus équitables et durables, ancrées dans les capacités, les relations, mais aussi les besoins des personnes tels qu'ils se développent dans les territoires où elles vivent. Cela peut conduire à des solutions adaptées et innovantes pour créer de la valeur économique tout en répondant aux besoins de la société, et à une plus grande efficacité "allocative" dans la récompense de la valeur des activités économiques, avec un impact direct sur les inégalités.

Ces dynamiques s'appliquent aux contextes et aux territoires ruraux, mais aussi, et de manière encore plus marquée, aux villes. Les citoyens, eux aussi, interagissent avec le lieu où ils vivent et l'environnement qui les entoure, souvent à une échelle beaucoup plus grande ou plus variée, pour la nourriture, l'eau, la qualité de l'air, les loisirs et la santé mentale et physique.

Les villes, les régions et les territoires ont été de grands moteurs d'innovation pour relever les défis complexes du développement et localiser les ODD. La crise pandémique a révélé une fois de plus le rôle crucial des collectivités territoriales dans la conduite de stratégies



collectives de renouvellement fondées sur un processus continu d'engagement entre les citoyens et les autorités.

L'impact croissant de la crise du XXI^e siècle - qu'il s'agisse du dérèglement climatique, de la pandémie sanitaire mondiale ou de la crise économique - exerce une pression grave et récurrente sur de nombreuses villes du monde. En cherchant à gérer et à sortir de ces crises interconnectées et à (re)construire les bases de leur bien-être et de leur résilience, les villes peuvent mener les processus de transformation nécessaires à la création de sociétés plus justes et durables. En travaillant à travers la crise en partenariat avec les communautés locales et les chefs d'entreprise, les gestionnaires des villes prennent des mesures décisives pour soutenir leurs habitants, en considérant les efforts de redressement à long terme comme une chance d'innover et de construire des communautés urbaines saines, durables et résilientes.

Une perspective territoriale dans la lutte contre les inégalités est d'autant plus cruciale que les inégalités régionales au sein d'un même pays sont souvent plus importantes que les inégalités entre pays¹. Une fois encore, le *Rapport Social Mondial 2020* souligne la persistance des disparités entre les zones urbaines et rurales, ainsi que de grandes inégalités au sein des villes, où les zones riches coexistent de plus en plus avec des poches de privation sévère et où de multiples modèles de ségrégation spatiale et d'exclusion s'appliquent en fonction du revenu, du sexe, de la race, du statut migratoire et d'autres facteurs.

Une planification et une gouvernance urbaines innovantes sont donc de la plus haute importance pour réaliser le potentiel des villes en tant que catalyseurs de la croissance économique, de l'innovation et de l'emploi. On retrouve quatre composantes dans les approches politiques réussies visant à réduire les inégalités et à promouvoir des villes inclusives : le droit au logement et à la terre, la connectivité spatiale et les transports publics, l'accès à un travail décent et à un emploi formel, les capacités politiques et administratives des gouvernements locaux à répondre rapidement à des défis de plus en plus complexes, notamment ceux liés au changement climatique².

¹ Il existe des réflexions intéressantes, qui se réfèrent également aux politiques de cohésion de l'UE et au paradigme dominant de la croissance verte et de la compétitivité économique, sur la refonte de la cohésion territoriale par un virage vers la justice spatiale pour la durabilité territoriale ; cela souligne la nécessité de se recentrer sur les capacités régionales et les trajectoires de développement alternatives comme base d'un développement plus significatif au niveau local et plus durable au niveau mondial. Voir "Le droit de ne pas rattraper son retard - La transition de la cohésion territoriale européenne vers la justice spatiale pour le développement durable", 2020.

² D'autres réflexions spécifiques sur les racines et les conséquences de la crise sanitaire dans nos sociétés confirment l'existence de multiples interrelations entre l'urbanisme, les politiques sanitaires, sociales et environnementales, et la nécessité d'y répondre par une approche globale et intégrée. Cela implique de passer des approches conventionnelles et sectorielles fondées sur des modèles biomédicaux de la santé à une action coordonnée découlant d'une interprétation



2. Objectifs et principaux points de discussion

Cette session sera organisée sous la forme d'un panel, dans lequel différents représentants de gouvernements et de réseaux locaux et urbains, d'autres acteurs, experts et praticiens concernés discuteront de la relation entre les différents contextes territoriaux et l'inégalité, des variables qui concourent à déterminer ses multiples expressions et des politiques et stratégies efficaces pour contrer ses conséquences en construisant des sociétés et des territoires plus cohésifs.

Il s'agira notamment d'exemples de bonnes pratiques et d'expériences de territoires qui ont conçu des solutions innovantes pour lutter contre les inégalités et promouvoir des voies de croissance plus inclusives par le biais de mécanismes spécifiques de gouvernance et de planification, de politiques publiques et de décisions d'investissement stratégique, de la promotion et de la facilitation de pratiques économiques alternatives pour favoriser la reprise et construire des communautés plus résilientes dans des villes écologiquement sûres et socialement justes.

3. Documents pertinents (*s'il y a lieu.*)

écologique de la santé, y compris ses déterminants sociaux, ainsi que des systèmes intégrés de surveillance et de soins territoriaux. Voir "Inégalités dans les zones urbaines : des approches innovantes pour des problèmes complexes".